

23 Juin 1848.

Prix: 5 centimes.

1^{re} année. N° 23

LE TOCSIN

ABONNEMENT.

Paris: 18 fr. — 9 fr. — 4 fr. 50.

Dép.: 30 — 15 — 7 50.

Rue du Bouloi, 26.

DES TRAVAILLEURS.

JOURNAL QUOTIDIEN.

COMITÉ DE RÉDACTION.

EMILE BARRAULT.

F. DELENTE, ouvrier.

Affranchir.



AVIS.

Le TOCSIN, voulant assurer la propagande de ses principes, réserve aux travailleurs la faculté de s'abonner pour :

Un mois 1 fr. 50

Dix jours ou une décade 50

Une semaine 35

Les abonnements sont reçus rue du Bouloi, n. 26.

SOMMAIRE. — Le bonnet d'âne. — Séance de l'Assemblée. — Incidents de la journée. — Agitation socialiste. — Misère des femmes. — Revue de l'étranger. — Réclamation. — Faits divers.

PARIS, 22 JUIN.

LE BONNET D'ÂNE.

Examen du projet de constitution.

Peuple, ce projet est la trahison infâme de la révolution de Février, ou c'est l'œuvre d'une honteuse ignorance. Tenons nos législateurs pour des ignares plutôt que pour des traîtres; il faut de la charité. Point de colère contre une constitution qui n'est encore qu'un plan; si jamais ton avenir dépend de ce carré de papier tel qu'on l'a barbouillé, tu avertis.

Aujourd'hui, Peuple, il te suffit de façonner un bonnet d'âne aux oreilles longues et larges, n'y ménage pas l'étoffe. Nous, nous allons mettre devant toi le début de leur chef-d'œuvre; quand tu l'auras examiné et jugé, tu le coifferas, si c'est justice.

« En présence de Dieu, et au nom du Peuple français, l'Assemblée nationale proclame et décrète ce qui suit :

DÉCLARATION DES DEVOIRS ET DES DROITS.

ARTICLE PREMIER. Les devoirs de l'homme en société se résument dans le respect de la constitution, dans l'obéissance aux lois, dans la défense de la patrie, dans l'accomplissement des devoirs de famille et dans la pratique fraternelle de cette maxime : *Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fit. Ce que vous voulez que les hommes fassent pour vous, faites-le pour eux.*

Peuple, garde à la main le bonnet, et voyons.

Si tous les citoyens étaient aujourd'hui d'accord sur ce qu'ils ne voudraient pas qu'on leur fit, sur ce qu'ils veulent qu'on fasse pour eux, sans doute ils sauraient comment agir avec une réciprocité cordiale. Mais si l'un veut noir? si l'autre veut blanc? Allez donc leur prêcher la fraternité évangélique; chacun soutiendra que son idée est la bonne, personne ne démordra de son avis. Bataille générale.

Prenons un exemple.

Supposons que des voyageurs, allant de compagnie à une ville voisine, arrivent au carrefour d'une forêt, et soient en peine de la direction à prendre. Voilà nos gens qui échangeront les gros mots, puis les gros coups. « Halte-là, leur crie un maître d'école du canton, aimez-vous, aidez-vous, et vivez en frères. C'est dans la constitution. »

Et notre docteur savantissime leur plante ces belles sentences au milieu du carrefour, afin de rappeler la bande à la concorde. Nos gens tirent leurs chapeaux devant l'article et s'apaisent.

« Mes amis, dit alors l'un des voyageurs, la ville est au bout de la route de l'Est; j'y découvre d'ici un cabaret où je me désaltérerai. Partons. — Non, dit un

second; tournons à l'Ouest, j'aperçois une ferme où je me rassasierai. — Doucement, dit un troisième; je je préfère le chemin du Nord, c'est le plus court et je suis à pied. — Moi, dit un quatrième, je prendrai le plus long, afin d'éviter les montagnes et les précipices qui sont au Nord. Ma voiture s'y briserait, tandis que j'atteindrai la ville, par le Sud, sur une chaussée unie et toujours roulante. »

Après tous ces avis divers, nos gens de recommander leurs rixes et leurs boxes. Tout-à-coup notre maître d'école reparait avec son *holà*, et montre sa pancarte. « Imbécille! s'écrie la troupe unanimement, que ne plantais-tu un poteau qui indiquât le chemin de la ville où nous allons, nous ne nous serions ni gourmés ni meurtris. »

Peuple, crois-tu que ce magister eût volé le bonnet d'âne? Et à qui ressemble ce pédant? à des législateurs qui prescrivent l'accord avant de prescrire le but commun. Le vice du temps, c'est que chacun a son sentier où il veut contraindre ses compagnons de route à passer; pourquoi? parce que chacun a son but particulier. Donc, que fallait-il premièrement marquer? le but général.

Ne lâche pas le bonnet, un peu de patience, et voyons jusqu'au bout.

Admettons que la déclaration eût déclaré ceci : *La société doit se proposer l'amélioration constante du sort physique, intellectuel et moral du plus grand nombre.* Tout citoyen saurait exactement l'étendue de ses droits et de ses devoirs. Nul ne serait autorisé à se régler d'après sa *petite loi morale*; la société imposerait pour règle à tous et à chacun sa GRANDE LOI MORALE.

Nos législateurs prennent Dieu à témoin de leurs décrets, et ils n'expriment pas tout d'abord la volonté de Dieu sur les sociétés de la terre? Cette volonté, loin d'être un mystère, est écrite à chaque page de l'histoire. Est-ce que toutes nos révolutions ne sont pas les révélations successives de la loi divine qui préside à nos destinées? Chaque fois que la montagne est en feu, cette loi s'écrit en caractères plus éclatants sur des tables de granit, et la voici : « L'amélioration du sort des masses est le principe sacré de toutes les institutions sociales. En dehors de ce principe, rien ne dure, tout s'écroule. »

Tu l'as compris, peuple, et tes législateurs n'en savent ou n'en disent rien? Pourtant ils disent décréter en ton nom, proclamer en présence de Dieu, et qu'ont-ils oublié? Dieu et toi. Seroient-ce des athées de démocratie et de religion qui seraient les tartuffes? Non; ce sont de superbes ignorants de tout ce qui est grand et simple; ils voient le grain de sable, ils ne voient pas la montagne.

Cependant que résultera-t-il de cette effroyable lacune? Chaque citoyen restera livré aux inspirations de son égoïsme, puisque la déclaration des droits et des devoirs ne pose pas la loi suprême de l'ordre social. Le peuple veut ceci, la haute bourgeoisie veut cela, et la constitution ne dit pas ce que la société veut, afin que tous aient à s'y conformer. On se borne à recommander la pratique de la fraternité sans dire comment cette fraternité doit se manifester. Ce premier article si chrétien contient la guerre civile en germe.

Ne l'indigne pas, peuple; car ils ne savent ce qu'ils font, ce qu'ils disent, ce qu'ils écrivent; sois clément.

Ainsi il s'agit pour nous de bâtir notre République, et comme la constitution permet à chacun de parler son jargon ou son patois, au lieu de nous enseigner la langue divine, démocratique, universelle, les uns demanderont du bois et les autres leur donneront de l'eau; ceux-ci demanderont du pain et ceux-là leur donneront une pierre... C'est la tour de Babel.

Qu'est-ce donc que cet article premier, tête de la constitution? Le principe de vie est absent; l'élément essentiel de toutes nos obligations politiques y fait

défaut; la loi première de toutes nos lois et de toutes nos institutions n'y a pas été inscrite... C'est la tête d'un monstre... Va donc, peuple, et coiffe-la du bonnet d'âne, c'est justice.

Séance de l'Assemblée nationale.

La séance a tristement commencé.

Le ministre de la marine a annoncé qu'à St-Pierre de la Martinique, le 22 mai, les mulâtres, à la tête des nègres, avaient attaqué une maison du quartier du Fort où trois familles s'étaient retirées, et qu'après l'échange de quelques coups de fusils, ils y avaient mis le feu. Trente-trois blancs ont péri, et l'incendie a fait de rapides progrès, en augmentant le nombre des victimes.

L'incendie a été éteint, la paix ramenée par la proclamation de l'abolition immédiate de l'esclavage. Cette mesure prise à la Martinique a été imitée par la Guadeloupe.

Scènes déplorables sans doute! Mais les colons ont constamment résisté à l'émancipation des noirs. Plus d'une fois on leur avait prédit que l'esclave briserait ses fers en s'armant du fusil et de la torche. Hélas! tous les maîtres sont sourds, et répètent *attendons*, jusqu'au jour où il est trop tard.

Le projet de décret sur les boissons a été rejeté, et la discussion du rachat des chemins de fer a été entamée.

Incidents de la journée.

Les ouvriers des ateliers nationaux, condamnés à être déportés en Sologne ou incorporés dans l'armée, ont aujourd'hui parcouru Paris, bannière en tête, en chantant sur l'air des *Lampions* ce refrain : *Nous restons, nous restons.*

Une colonne de 500 hommes, partie du Jardin des Plantes, a obtenu d'être entendue, par voie de délégués, du citoyen Marie. Mais cette conférence ne paraît avoir été suivie d'aucune conclusion.

Agitation socialiste.

Hier soir a eu lieu, rue de la Douane, une réunion générale des délégués des clubs socialistes et démocratiques. La réunion était nombreuse, et quoiqu'on eût choisi une vaste salle, un grand nombre de citoyens n'ont pu réussir à y trouver place. Toutes les nuances du socialisme s'y étaient donné rendez-vous.

Cette assemblée avait pour but d'inaugurer une agitation socialiste.

Tous les orateurs ont été d'accord qu'il fallait que les démocrates et les socialistes s'organisassent pour lutter contre la vieille société qui s'en va, mais qui est encore organisée.

Il a été résolu qu'il serait créé un centre commun où les clubs adhérents, tant de Paris que des départements, seraient représentés.

Ce congrès s'occupera :

1° D'une déclaration de principes assez large pour renfermer les formules des diverses écoles socialistes.

2° Des moyens les plus propres à faire dans tous les clubs un bon enseignement des principes qui auront été adoptés.

3° Des moyens d'action. Ils auront pour but d'assurer l'élection des candidats démocrates et de pousser, par des pétitions incessantes, à la réalisation des principes socialistes. Une cotisation minime sera demandée par le congrès, aux membres de tous les

clubs adhérents, pour faire face aux dépenses de publications qui seront reconnues nécessaires. Tout membre d'un des clubs associés sera de droit membre des autres clubs.

A la fin de la séance, le citoyen Cabet a fait entendre quelques paroles au sujet du banquet du peuple; il a dit qu'il redoutait que les réactionnaires et les prétendants n'abusassent de l'agitation actuelle des esprits, et il a déconseillé à tous les assistants de prendre part à cette réunion.

Les délégués se réuniront de nouveau mercredi prochain.

Nous ne pouvons qu'applaudir à ces projets d'association. Associations nous sous toutes les formes, nous le disons bien, nous le répétons aujourd'hui.

Misère des femmes.

Non, nous ne connaissons rien de plus poignant, de plus navrant que la misère des femmes.

Les travailleurs les plus malheureux endorment une partie de leurs douleurs avec l'opium de leurs pipes, avec le poison de l'eau-de-vie; ils ont les distractions de la place publique et du travail en commun dans les ateliers.

Mais les femmes! Les travaux dans lesquels nous les avons partagées sont si peu nombreux que la concurrence fait les plus affreux ravages parmi elles. Malgré la faiblesse de leurs membres, elles sont condamnées aux travaux les plus durs; elles travaillent, travaillent toujours, en maladie, en grossesse, sans paix ni trêve ni distraction, et plus elles travaillent plus elles voient avilir le prix de leur travail; si bien que peu, très peu d'entre elles peuvent vivre de leur labeur.

Celles qui se lassent de se prostituer au travail se prostituent à la débauche et regrettent bientôt leur premier martyre.

Leur existence est maudite; elles ne la supportent que par leur amour et leur dévouement pour nous et nos enfants. Mais la vieillesse vient bien vite pour ces malheureuses, et leur vieillesse est un enfer.

Le salariat, le prolétariat sont pour les travailleurs une dernière forme du servage qu'il faut jeter bas à tout prix; mais les souffrances qu'il faut soulager les premières, ce sont celles des femmes qui en sont encore réduites à l'esclavage antique dans toute sa rigueur, moins le pain qui ne leur est plus assuré.

Aujourd'hui la misère des femmes est parvenue à son comble, misère ignorée qui ne se plaint guère, qui avale ses larmes, mais qui n'en est que plus affreuse.

Les hospices des vieillards sont pleins et l'on n'y reçoit plus personne. Il en est de même pour les salles d'asile et les crèches. Une ouvrière implorait naguère une place pour son enfant; il lui fut répondu que c'était impossible pour le moment, mais qu'un enfant allait mourir et que le sien pourrait alors le remplacer. Cette ouvrière se retira en tremblant.

Une déléguée d'un atelier national nous a communiqué quelques détails sur les souffrances qui dévorent l'un des arrondissements les moins pauvres de Paris; ils donnent le frisson.

L'atelier national auquel appartient la déléguée que nous avons interrogée, renferme environ 900 femmes. Sur la liste d'une division de 100, elle a fait au hasard l'extrait suivant dont nous avons pris copie :

X..., 51 ans; est presque aveugle par suite d'une forte maladie dont elle relève; une ouvrière partage sa chambre avec elle; elle fait une chemise en deux jours.

Chaque chemise est payée 60 centimes.

X..., son mari est artiste; il est malade depuis longtemps; ils ont tout vendu, tout engagé pour manger; elle fait une chemise par jour.

X..., blanchisseuse; veuve; 3 enfants; son père et sa mère à sa charge; fait une chemise en deux jours.

X..., 55 ans, infirme et presque aveugle, sans aucune ressource; fait une chemise en deux jours.

X..., 15 ans; son père est malade; 5 frères et sœurs en bas âge; la mère ne peut travailler; fait une chemise par jour.

X..., 71 ans, presque aveugle; elle a l'enfant de sa fille à sa charge; fait une chemise en deux jours.

X..., 4 enfants; son mari à l'hospice depuis 8 mois; fait une chemise par jour.

X..., misère extrême; loge dans un garni dont on va la renvoyer si elle ne paie pas; fait une chemise en deux jours.

X..., jeune personne; elle a son père et sa mère malades et une jeune sœur de 4 ans est à sa charge; fait une chemise par jour.

X..., infirme; couche sur la paille, n'a ni vêtement, ni chaussures; fait une chemise en deux jours.

X..., 29 ans; sa vue est usée par un travail assidu et minutieux; fait une chemise en deux jours.

tiense; elle ne voit plus assez clair pour faire une chemise par jour; elle loge en garni et sa misère est extrême.

On se sent pris de douleur et de colère à la lecture de ces annales.

Voilà donc ce qu'engendre l'organisation actuelle de la société! Et l'on oserait nous blâmer de vouloir la transformer?

Croyez nous, travailleurs, tant que la délivrance des femmes ne sera pas inscrite sur notre drapeau, nous ne réussirons point à nous émanciper nous-mêmes.

Pourquoi le ciel bénirait-il nos efforts s'ils sont entachés d'égoïsme?

Songez à la bourgeoisie, elle a combattu avec nous pour s'affranchir de l'oppression de la noblesse et du clergé; mais elle ne pensait qu'à elle et seule elle a profité de la délivrance. Or, rien de ce qui est fondé sur l'égoïsme n'est durable; aujourd'hui la bourgeoisie voit la terre lui manquer sous ses pieds; son règne va passer.

Disons-le, du reste, à l'honneur des travailleurs; nous avons été frappés des égards que les femmes rencontrent dans la plupart des clubs démocratiques et socialistes et des paroles généreuses que l'on y prononce en leur faveur.

Il n'y a plus aujourd'hui que les gants jaunes de la haute bourgeoisie qui insultent et méprisent les femmes.

Qu'elles viennent en aide à nos efforts, car nous combattons pour elles et pour nous.

Revue de l'étranger.

ALLEMAGNE. — Les nouvelles de Prague, parvenues aujourd'hui par Dresde et Leipzig à la date du 17 juin, sont des plus graves.

Les troupes autrichiennes, chassées de la ville, garnissent les hauteurs avec l'artillerie et ont été renforcées par 14 mille hommes.

La ville a été bombardée pendant toute la journée du 15. Une partie de Prague n'est plus qu'une ruine. Il y a des rues où pas une maison n'a été épargnée par les boulets.

Le comte de Lentzendorf est venu de Vienne prendre le commandement des troupes.

Le 16 juin, la poste de Prague n'était pas encore arrivée à Dresde.

Le bruit courait que le tocsin sonnait dans les campagnes, que les paysans slaves s'assemblaient pour marcher contre les Autrichiens.

RECLAMATION.

Nous nous faisons un devoir de publier la lettre suivante qui nous est communiquée :

Au rédacteur en chef de la Presse.

Monsieur le rédacteur, « Voici la vérité sur deux faits dont vous parlez dans votre numéro de ce matin :

« Le journal *la Réforme* a encore, aujourd'hui un cautionnement de cent mille francs au trésor; il n'a donc obtenu aucune faveur.

« Si le ministre des finances a consenti à rendre, en dehors du chiffre légal fixé par les lois de septembre, une portion de cautionnement de 33,333 fr. 33 c., c'est qu'avant la révolution de février, le ministre de l'intérieur, M. Duchâtel, avait refusé de me donner acte de ma déclaration de changement de gérance. En conséquence, il était impossible, pour le ministre des finances, de se refuser au remboursement d'une somme qu'il ne pouvait garder à titre de cautionnement. Voilà le premier fait, tel qu'il a été rappelé par moi au club de la Révolution.

« Quant au second, par lequel vous me faites dire; « que le ministre le plus opposé à la restitution des cautionnements serait M. Flocon, ancien rédacteur en chef du même journal, » il est complètement faux.

« Je vous prie de vouloir bien insérer cette lettre dans votre numéro de demain.

« Agréez, etc.

Jules GOUACHE,

Rédacteur de la Réforme.

FAITS DIVERS.

L'ambassadeur de Sardaigne est chargé, au nom du corps diplomatique, de demander à la commission ex-

écutive des explications au sujet du projet de loi sur la mobilisation de 300 bataillons de la garde nationale mobile.

— Hier, aux Champs-Élysées, un des orateurs principaux de l'Assemblée était ingénument arrêté devant polichinelle, et s'amusait franchement de ce plaisir des enfants.

Tout à coup un monsieur vient se placer près de lui, et le heurte assez vivement pour lui faire retourner la tête avec impatience.

— Comment, c'est vous, mon cher collègue? dit tout surpris le nouvel arrivé au spectateur attentif de Polichinelle.

— Parbleu! oui, c'est moi, répond celui-ci. Eh! qu'y a-t-il d'étrange, je vous prie? cette farce ne vante-elle pas celle qui se joue tous les jours à l'Assemblée?

— Demain l'Assemblée nationale commencera à discuter dans ses bureaux le projet de constitution.

— Les rassemblements de l'Hôtel-de-Ville ont pris hier au soir une aussi grande extension que ceux de la porte St-Denis récemment dispersées.

Hier au soir, à dix heures, la place, le pourtour de l'Hôtel, le quai Lepelletier, le pont Notre-Dame, le quai Napoléon, la rue de la Cité, le marché aux Fleurs, le pont du Châtelet, le quai des Ormes, la rue des Arcs et toutes les petites rues qui aboutissent à la place de l'Hôtel-de-Ville, étaient encombrées de groupes et de rassemblements d'individus des deux sexes et la circulation des voitures était devenue impossible.

— Les travaux du chemin de fer de Paris à Sarrebruck par Metz se poursuivent avec une certaine activité. Le pont de la Seille, aux abords du village de Magny, destiné au passage de la ligne de fer, est aujourd'hui entièrement terminé, et se fait remarquer par sa belle construction. Le grand remblai à travers la vallée de la Seille avance vers son terme; les deux ateliers établis de part et d'autre de cette vallée sont sur le point de se réunir.

— Hier soir, sur le Pont-Neuf, deux individus criaient, l'un *vive Napoléon!* l'autre *vive la République!* Pour mettre le holà, on en a arrêté un; mais c'est celui qui criait *vive la République*. On prétendait que c'était un réactionnaire.

— Le comité de l'administration départementale et communale s'est occupée aujourd'hui du projet de décret concernant la réorganisation du pouvoir municipal de Paris.

Le ministre de l'intérieur et M. Armand Marrast se sont rendus dans le comité et ont développé leur opinion sur ce projet.

Le comité a renouvelé son bureau, M. Woirhaye a été nommé président; M. Berryer, vice-président; M. Chavoix et M. Babaud-Larivière, secrétaires.

— Il sera curieux et instructif pour tout le monde d'apprendre que, quatre mois après la Révolution de février, la presse démocratique est sournoisement étouffée à l'aide de moyens de police. On s'en étonnera moins quand on saura que la police secrète, les mouchards proprement dits, sont les mêmes que sous l'ex-royauté. Ainsi, on laisse parfaitement crier dans les rues les journaux réactionnaires, *l'Assemblée nationale*, journal de G. de Cassagnac, *le Lampion*, par exemple, qui emploie ouvertement la calomnie contre la République; on laisse aussi pleine liberté aux journaux bonapartistes, tandis qu'on interdit expressément aux écrivains la vente des feuilles démocratiques et populaires.

C'est ainsi que *l'Aimable Faubourien* vient d'être entravé dans sa publication.

N'est-ce pas là, non seulement contre la liberté de la presse, mais encore contre la propriété, un attentat d'autant plus odieux qu'on s'en prend arbitrairement aux crieurs, en cherchant à les effrayer isolément?

On ne peut qu'en appeler à l'opinion publique de la violation des droits pour lesquels le peuple croyait avoir définitivement triomphé en février.

La censure est-elle oui ou non abolie, quand la police, se plaçant au-dessus des lois, se réserve pleinement la faculté de l'exercer?

(Le Représentant du peuple.)

Le Gérant, Emile BARRAULT.